

Le changement climatique n'est pas un phénomène nouveau. Pourtant, les modifications climatiques actuelles ne sont pas normales : elles sont très rapides et de grande ampleur. En dehors des facteurs naturels de changement climatique, comme les éruptions volcaniques et les courants océaniques, les activités humaines sont en grande partie responsables de la modification du climat de la Terre. L'augmentation des températures d'ici à 2100 aura des conséquences sur l'évolution du climat sur tous les continents. Les inondations, les cyclones et les pénuries d'eau, par exemple, seront plus fréquents.

L'Afrique et l'Asie seront les continents les plus touchés. Et pourtant, leurs populations sont les plus vulnérables, avec peu de moyens pour s'y adapter.

Notre planète est de plus en plus polluée par les activités humaines (industrie, transport, agriculture...). Les émissions de gaz à effet de serre provoquées par les activités humaines sont une des premières causes du changement climatique actuel.

Les conséquences de tels dérèglements sont à la fois environnementales, sociales et économiques.

L'enjeu aujourd'hui est de répondre à l'urgence tout en pensant au futur.

Des engagements en trompe l'œil...

- - En 2000, les 189 États-membres de l'ONU ont adopté les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).
- - Pour ne pas dégrader davantage la planète, les gouvernements de nombreux pays se réunissent, afin de chercher ensemble des solutions. C'est ce qu'on appelle la COP, «Conférence des parties» qui a lieu chaque année.
- - En France, l'Assemblée nationale examine le projet de loi « portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets » issu des 149 propositions de la Convention citoyenne pour le climat.

Mais le mode actuel de « développement » de la société capitaliste vise avant tout à accroître les profits d'une minorité en augmentant l'exploitation du travail de la majorité.

C'est cette même logique qui induit le pillage de la planète, le démantèlement des services publics, la libéralisation de tous les échanges, le développement d'une consommation absurde de biens inutiles quitte à endetter les populations et provoquer des guerres.

Les grands pays pollueurs refusent de s'engager véritablement dans une lutte d'envergure se contentant de mesurées sans grandes ambitions !

En France, Macron, bien loin de sa promesse de mettre en débat « sans filtre » ces propositions, a choisi de les passer par le tamis de son idéologie ultra-libérale, comme l'illustre son premier « joker » concernant la taxation à 4% des dividendes.

De fait, il a écarté toutes les mesures portées par la Convention citoyenne qui auraient pu contribuer au financement de la transition écologique, tout en réduisant les injustices fiscales et sociales : non ratification et renégociation du Ceta (traité de libre échange « Canada – Union Européenne), éco-conditionnalisation des aides publiques (subordonner des achats ou le versement d'aides publiques au respect de principes et critères environnementaux), plus grande taxation des Gafa (les quatre géants américains de l'Internet fixe et mobile que sont Google, Apple, Facebook et Amazon), fléchage de l'épargne privée réglementée vers des produits « durables », remise en cause des niches fiscales liées aux énergies fossiles, etc.

Les mesures essentielles pour favoriser la transition écologique en améliorant la vie quotidienne de nos concitoyens ont pareillement été évincées : baisser la TVA sur les billets de train, favoriser les circuits courts en matière d'alimentation en pesant sur la commande publique, etc. ; ou, habilement, minimisées comme, par exemple, la rénovation énergétique des bâtiments.



Une position CGT claire et intransigeante

La CGT l'a toujours affirmé : il ne saurait y avoir de transition écologique réussie sans un impératif de justice sociale qui la guide.

Les crises écologiques ont leurs causes les plus profondes dans nos modes de production et d'exploitation capitalistes.

Leurs effets (dégradation des biens communs tels que l'eau, l'air et les sols ; pollutions ; pandémies, etc.) affectent d'abord et plus fortement les populations les plus vulnérables et accentuent les inégalités.

Engager une transition écologique c'est, par conséquent, agir pour une économie plus protectrice des travailleurs et des travailleuses, garante d'une meilleure exploitation et répartition des richesses pour toutes et tous. C'est, en un mot, œuvrer collectivement à un développement humain durable.

Pour la CGT, engager une telle transformation de la société implique un changement radical qui ne peut se soutenir qu'à partir d'un renforcement des politiques publiques. Cela signifie, certes, des financements à hauteur de l'enjeu environnemental mais, aussi, l'implication directe des travailleurs et de travailleuses et de leurs représentants qui demeurent les plus aptes, par leur connaissance et leur maîtrise des outils de production et d'exploitation, à donner une orientation juste socialement et efficiente à la transition écologique. Ce n'est, à l'évidence, pas le choix de ce gouvernement qui nous oppose, une fois de plus, un projet « résilient » visant à adapter le système capitaliste à l'urgence climatique et dont la logique est celle de la privatisation (ONF (office national des forêts), EDF, SNCF, ADP (aéroports de Paris), etc.), de l'austérité budgétaire pour les services publics (hôpitaux, collectivités territoriales, ministère en charge de l'écologie, etc.) et d'une avalanche de plans sociaux pour ceux qui voudraient résister.

C'est pourquoi nous pensons, à la CGT, que notre avenir mérite mieux qu'un projet de loi sans ambition au service d'un système qui a largement fait les preuves de sa nocivité en matière sociale, économique et environnementale.

La transition écologique exige un vrai débat national et populaire dans lequel la CGT pourrait porter ses propositions alternatives et concrètes pour un développement durable en matière d'emploi, de formation et de critères d'investissement.

Montreuil, le 16 mai 2021,